



VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir".
"Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".

N° 215 Juin 2007

Bulletin de liaison bimestriel du MIL

<http://www.lemil.org>

Après l'éclatante victoire de Nicolas SARKOZY,

IL FAUT DONNER UNE MAJORITÉ AU PRÉSIDENT

par Jacques ROUGEOT, professeur émérite à la Sorbonne

Entre l'élection présidentielle et les élections législatives, la France se situe aujourd'hui à un moment névralgique. Chacun sent bien que le 6 mai n'a pas seulement marqué la fin d'une étape,

mais que, à cette date, c'est un événement décisif qui s'est produit. Pourtant, malgré l'importance de ce qui a été acquis ce jour-là, l'avenir est encore en suspens. C'est donc mainte-

nant qu'il faut évaluer un premier bilan, mesurer les enjeux et préciser les conditions nécessaires pour que les espoirs deviennent réalité.

UNE VICTOIRE DE LA V^{ÈME} RÉPUBLIQUE

Pendant la plus grande partie de la campagne présidentielle, les commentateurs blasés en ont dénoncé le faible niveau. Pendant ce temps, toutes les études d'opinion faisaient au contraire état de l'intérêt très vif porté par les Français. Le taux de participation (près de 85 %) apportait une confirmation éclatante. Tout le monde a alors salué une victoire de la démocratie. C'est incontestable, mais il faut être plus précis. Les Français ont apporté leurs suffrages à une forme de démocratie bien particulière, celle qui est organisée par les institutions de la Vème République. L'élection présidentielle est en effet la clé de voûte du régime actuel, puisque c'est elle qui confère le plus haut degré de légitimité

à un homme (ou une femme) qui est alors chargé d'incarner la nation. Une fois de plus, le peuple français a mis en déroute les tenants du politiquement correct qui, depuis quelques années, dissertaient d'abondance sur l'usure des institutions et sur la nécessité inéluctable d'instaurer une VIème République.

Comment s'explique cette ferveur populaire ? A vrai dire, on devrait plutôt se poser des questions lorsqu'elle est absente. Les Français sont un peuple profondément politique. Ils se passionnent lorsqu'ils ont l'impression que de grands intérêts sont en jeu à l'échelle nationale. La France est, historiquement et par nature, le type même de l'Etat-nation, construit au fil des

siècles par quelques dizaines de rois. Sans être monarchistes, les citoyens d'aujourd'hui aiment à s'exprimer dans un cadre national unitaire pour désigner celui qui concentrera en sa personne la souveraineté que lui octroie la nation. C'est ce que le général de Gaulle avait fort bien compris en instituant sur ces bases la Vème République. Comme par miracle, les chantres de la VIème République, qui avaient chacun un plan aboutissant plus ou moins à rétablir la IVème, sont aujourd'hui atteints de mutisme. La question de la sauvegarde de nos institutions se posera encore, nous le verrons, lors des élections législatives.

LA VICTOIRE DE NICOLAS SARKOZY, COURONNEMENT D'UN PARCOURS EXEMPLAIRE

Comment conquérir la charge suprême de président de la République française ? Il ne fait pas de doute que, pour répondre à cette question, les politologues ne manqueront pas de citer l'exemple de Nicolas Sarkozy. Les épisodes qui ont abouti à la victoire du 6 mai semblent en effet s'être enchaînés

comme à la parade, répondant à une logique imposée par la volonté du candidat.

Ne nous attardons pas sur les longues années de préparation, dont tous les médias ont abondamment parlé. Retenons simplement que, avant même d'aborder la dernière ligne droite,

Nicolas Sarkozy remplissait les conditions qui, par une sorte d'accord tacite, semblent nécessaires pour recueillir les suffrages des Français. La principale est d'avoir conquis de haute lutte les postes qu'il a occupés. Nos concitoyens semblent soupçonner de fragilité les hommes politiques qui ont

accédé à une position élevée par une sorte d'escalier mécanique. Au cours des dernières décennies, trois exemples sont assez démonstratifs : le professeur Barre, poulain de Giscard, l'homme de cabinet Balladur, mis en place par un ami de trente ans, Lionel Jospin, héritant du PS par la grâce de Mitterrand ont été renvoyés à leurs chères études après avoir fait figure de favoris. A l'inverse, un parcours plus accidenté, avec son lot de coups donnés et reçus et de cicatrices, est une meilleure carte de visite. Dans le cas de Nicolas Sarkozy, ses relations complexes avec Jacques Chirac apportent au personnage une certaine épaisseur d'humanité et une dimension quasi romanesque qui ne déplaisent pas aux foules.

Ce qui est politiquement plus intéressant, c'est la maîtrise avec laquelle Nicolas Sarkozy a tracé sa route au cours des derniers mois. Il a su imposer une stratégie de campagne en rupture avec les habitudes précédentes et avec ce qu'attendaient ses adversaires. La plupart des stratèges politiques, comme bien des stratèges militaires, se préparent à appliquer à la guerre d'aujourd'hui ou de demain les recettes valables pour les guerres d'hier. La doctrine généralement admise était que

les batailles électorales se gagnent au centre. Le raisonnement était simple, de type arithmétique : la gauche et la droite disposent chacune d'un électorat stable, mais qui ne leur permet pas, à lui seul, d'emporter la majorité. Il faut donc aller chercher le complément au centre, et par conséquent édulcorer les positions de fond lors des campagnes électorales. Giscard était allé encore plus loin en formulant son célèbre postulat : la France veut être gouvernée au centre. Cette tendance à l'affadissement pesait plus fortement sur la droite, car la gauche était censée avoir imposé ses idées générales d'égalitarisme, de nivellement et d'irresponsabilité qu'il était impossible de remettre en question. Les Français étaient donc devenus un peuple d'assistés, attaché pour l'éternité à un « modèle social » symbolisé par les 35 heures et un âge de la retraite sans cesse abaissé. Beaucoup, à droite, s'affligeaient de cette situation, mais presque tous la considéraient comme une fatalité que l'on pouvait, au mieux, contourner par la ruse.

Nicolas Sarkozy a choisi la voie inverse. Aiguisant les arêtes de ses propos, il a asséné avec une vigueur croissante les termes qui pouvaient le plus faire réagir : travail, effort, mérite, identité nationale, etc. Résultat : il a

imposé tous les thèmes de campagne, il a constamment fait la course en tête dans les sondages et il a remporté la victoire finale.

A quoi sont dus ces succès sur toute la ligne ? D'une part à un effet tactique : prendre sans cesse l'initiative dans une guerre de mouvement et ne jamais reculer sur aucune position déconcerte l'adversaire et confère un avantage certain. Mais, plus profondément, si ces thèmes se sont imposés, c'est qu'ils correspondent à l'état d'esprit des Français d'aujourd'hui, et non d'hier. Cet état d'esprit a changé, mais ce qui a occulté ce changement, c'est que la plupart des observateurs politiques, et surtout des médias, n'en ont pas fait état, par aveuglement idéologique et, plus encore, par paresse intellectuelle. Nicolas Sarkozy a eu le grand mérite de regarder la vérité en face et le courage de l'exprimer sans faiblesse ; bien loin d'edulcorer son propos, il n'a fait que l'accentuer et le marquer nettement à droite, jusqu'à la stigmatisation de l'esprit soixante-huitard. Il a tout naturellement recueilli les fruits de sa lucidité et de son courage. Le principal artisan de sa victoire, c'est lui-même.

SÉGOLÈNE ROYAL : I NAPTE À LA MAGISTRATURE SUPRÊME

Ségolène Royal a-t-elle été une bonne candidate pour la gauche ? On ne saura évidemment jamais ce qu'eût été le résultat avec un autre candidat, mais il n'est pas certain qu'un Dominique Strauss-Kahn, avec sa mine grondeuse et son air perpétuellement endeuillé, eût été capable de conduire à la victoire, dans un élan irrésistible, ses troupes galvanisées. Quant à Ségolène Royal elle-même, elle s'est révélée comme une adversaire plus redoutable qu'on ne pouvait s'y attendre. Au début de sa campagne, on l'a souvent comparée à une bulle de savon qui n'allait pas manquer de crever et qui, dès lors, serait renvoyée à son néant. Le scénario a paru se réaliser après qu'elle eut aligné une série im-

pressionnante de gaffes, au point que beaucoup se demandaient sérieusement si elle serait présente au second tour et si les socialistes n'allaient pas être obligés de changer de candidat. On voit bien que ces prévisions catastrophiques ne se sont pas réalisées et que la candidate de la gauche a été battue, mais non écrasée.

A quoi est dû ce redressement ? Assurément à un aspect de sa personnalité qui apparaît de façon de plus en plus évidente : son incommensurable orgueil, son indestructible foi en elle-même, son impudence sans limites (ce qu'on appelle plus familièrement un culot monstre), son absence totale de sens de la mesure. Sa colère feinte et, comme on dit en jargon de théâtre,

« surjouée », à propos des handicapés lors du débat avec Nicolas Sarkozy, est très révélatrice, car elle reposait sur un pur mensonge, comme l'a proclamé Claude Allègre, bien placé pour connaître la vérité puisqu'il avait été son ministre de tutelle à l'époque des faits incriminés.

Mais la médaille a son revers. Ces traits de caractère, si efficaces dans une guerre courte, ne parviennent pas à dissimuler éternellement l'inconsistance de la personne et son incompétence dans les affaires de l'Etat. Ségolène Royal, combattante acharnée et redoutable, aurait été une présidente catastrophique pour la France.

FRANÇOIS BAYROU : LE RÊVE PASSE

Pour quiconque réfléchit objectivement, l'entreprise de François Bayrou n'a jamais eu aucune chance d'être menée à son terme. L'idée de réunir sous sa houlette, en dehors des forces politiques constituées, des hommes et des femmes de bonne volonté qui attireraient irrésistiblement, par aimantation, une majorité du peuple français, cette idée a autant de rapport avec la réalité que les contes qui commencent par : « Il était une fois... ». Pourtant, elle a séduit pour un temps quelques millions de personnes, sans doute celles qui avaient conservé une part de leur âme enfantine et qui voulaient croire qu'un rêve pouvait se réaliser par la magie du verbe.

Mais le réveil était inéluctable, même si le candidat éliminé s'est efforcé pendant une semaine de prolonger l'illusion en se conduisant comme s'il était le véritable vainqueur du premier tour. Jusqu'alors, ses partisans l'avaient suivi. Ils pensaient probablement que ses éclats contre la droite et contre Nicolas Sarkozy en particulier s'inscrivaient dans une stratégie rationnelle quelque peu cynique, qu'il allait revenir à la raison et qu'il se servirait de son poids électoral pour obtenir, pour lui-même et pour ses fidèles, une plus grosse part du gâteau politique. Mais, apparemment, eux et lui n'étaient pas sur la même planète. Bayrou croit en lui-même de façon quasi mystique. Il

suit une logique délirante qui le persuade que, malgré les revers provisoires et les perspectives rationnellement sombres, il aura finalement raison contre tous. Ses lieutenants, à l'inverse, et en particulier les députés centristes, ne se sentent pas la vocation de martyrs prêts à se sacrifier pour un gourou enfermé dans son aventure personnelle. Placés devant la certitude de perdre leur siège, ils ont reflué, en masse et en hâte, vers les eaux beaucoup plus sûres de la majorité présidentielle, tels des enfants prodiges qui, devant les rudes nécessités de la vie, se réfugient dans le sein de leur famille qu'ils avaient vilipendée quelques semaines plus tôt encore.

L'ÉLECTION DE NICOLAS SARKOZY : DES ACQUIS D'ORES ET DÉJÀ POSITIFS

Avant les élections législatives, nous sommes encore au milieu du gué. Pourtant, l'élection de Nicolas Sarkozy permet dès maintenant d'enregistrer des acquis qui ne seront certainement pas remis en cause.

L'essentiel porte sur la libération des idées et des mots qui les expriment. Ils avaient été bannis du discours politique et des sujets médiatiques et ils reviennent maintenant en force : travail, mérite, ordre, famille, identité nationale. Ils ne sont plus seulement dans les propos de Nicolas Sarkozy, ils sont repris un peu partout, y compris même de la part de la gauche, qui essaie d'apporter sa touche personnelle sur ces questions au prix de maintes contorsions de langage. En fait, ces idées étaient déjà présentes dans les profondeurs de la population, mais à l'état de nébuleuses ou exprimées par

des voix minoritaires qui criaient presque dans le désert. C'est un peu l'impression que, pour notre compte, nous avons eue pendant assez longtemps. Le fait qu'elles aient été martelées par celui qui devait devenir le président de la République les fait passer de la quasi clandestinité à l'existence pleine et entière.

Ne croyons pas que ces questions d'idées et de mots ne relèvent que d'un monde immatériel. En France plus encore qu'ailleurs, elles ont une influence directe sur les aspects les plus concrets de la vie, sur l'économie et sur le développement en général. Notre pays a été plombé pendant des décennies par la pesanteur de l'idéologie marxiste, avec sa variante soixante-huitarde, que la gauche avait imposée. La désintoxication des esprits va multiplier l'efficacité des mesures

économiques et financières (fiscalité, droit du travail, retraites) qui faisaient partie du programme de Nicolas Sarkozy et qui seront appliquées par le gouvernement de François Fillon.

Et en vérité, la France a un urgent besoin de cette cure énergique. Nous vivons dans un monde global impitoyable, où personne ne fait de cadeaux aux nations qui se laissent aller, où les places doivent être conquises et préservées chaque jour, où elles peuvent être perdues à tout moment. Le véritable choix pour notre pays est donc le suivant : avancer à grandes enjambées ou reculer brutalement, escalader la montagne ou être rejeté dans le ravin. Il n'y a pas de voie moyenne, pas moyen de nous contenter d'une médiocrité douillette.

ELECTIONS LÉGISLATIVES : L'ENJEU, LES FORCES EN PRÉSENCE

L'enjeu des élections législatives est clair et simple : il faut donner au président de la République et à son gouvernement la majorité parlementaire qui leur est indispensable pour conduire l'œuvre de redressement déjà entreprise. Les opposants, ceux qui veulent en fait empêcher la Vème Ré-

publique de fonctionner, n'ont trouvé qu'un seul argument de campagne. Il faudrait, selon eux, « rééquilibrer » les pouvoirs du président en élisant une Assemblée nationale de tendance opposée. L'argument prête à sourire lorsqu'on se souvient que le président Mitterrand n'hésitait pas à avoir recours

à la dissolution pour disposer d'une majorité à son service. En fait, ce « rééquilibrage » n'est rien d'autre que la cohabitation de triste mémoire, synonyme d'impuissance du pouvoir et de paralysie du pays.

Les forces en présence sont, une fois de plus, celles de la droite et de la

gauche. La nomination d'un ministre centriste et d'un ministre socialiste ne change rien aux données de base, car ces deux hommes n'ont pas le pouvoir (ni sans doute le désir) d'infléchir sensiblement l'action du gouvernement, d'autant que leurs attributions (défense et affaires étrangères) relèvent du domaine réservé du président.

Si la logique gouvernait toujours la politique, l'issue du scrutin ne ferait guère de doute. D'un côté, la droite, qui bénéficie de la dynamique de la victoire présidentielle, se présente unie derrière un chef incontesté, avec des idées claires et fortes et un programme solide que commence à appliquer un gouvernement déjà sur la brèche. En

face, une gauche, qui n'a plus l'ombre d'une idée directrice, donne un spectacle affligeant : les couteaux, mal dissimulés pendant la campagne présidentielle, brillent aujourd'hui de tout leur éclat et il n'y a plus de pilote dans l'avion socialiste devenu fou.

Pourtant, nous ne sommes pas à l'abri d'un accident. En 1997, les socialistes, déjà orphelins du marxisme, n'avaient pas plus d'idées qu'aujourd'hui et ils paraissaient n'avoir pas surmonté leur déroute de 1993. Personne ne donnait cher de leur peau, eux-mêmes ne croyaient pas à leur succès, les sondages les donnaient battus quinze jours avant le scrutin... et ils l'ont finalement emporté.

L'une des causes de la défaite de la droite a tenu à l'existence de triangulaires au second tour du fait du Front national. Cette année, ce même parti, quoique affaibli, appliquera la même tactique chaque fois qu'il le pourra et il sera imité par François Bayou, qui rêve de faire de son Mouvement démocrate un parti-charnière ou du moins de se venger, au détriment de la droite, de sa déconvenue de la présidentielle. Toute indulgence à l'égard de ces deux formations serait coupable.

Un échec de la droite entraînerait la rechute de la France dans la maladie pernicieuse de l'impuissance politique

Il faut tout faire pour éviter cette rechute. Pour cela, un seul moyen : il faut donner au président de la République et au premier ministre la majorité dont ils ont absolument besoin pour conduire l'œuvre de redressement de la France.

Nous sommes près du but, mais tout peut être perdu par négligence ou par excès de confiance.

Aucune abstention ne serait justifiable. Aucune voix ne doit s'égarer. Aucune voix ne doit manquer aux candidats se réclamant de la majorité présidentielle.

LES CAMPAGNES MILITANTES

Le Mouvement Initiative et Liberté (MIL) lance régulièrement des campagnes militantes. Si vous souhaitez y participer activement, nous vous invitons à commander notre matériel de propagande par courrier. Nous vous fournirons en fonction de nos stocks disponibles. Vous devez nous indiquer les thèmes, les quantités et l'adresse de livraison (par multiples de 5 affiches).



affiches (65x45 cm) : 5 x =



affiches (65x45 cm) : 5 x =



affiches (65x45 cm) : 5 x =



affiches (65x45 cm) : 5 x =



affiches (65x45 cm) : 1 x =

Participation aux frais d'édition et d'expédition (facultative mais souhaitée) : minimum 15 euros

VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L. - Directeur de la publication : R. BÉTEILLE (l'imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution)

Nom Prénom.....

Adresse

Code postal Ville

Téléphone Portable Télécopie Courriel@.....

Date et lieu de naissance Je souhaite être adhérent , adhérent actif ou militant ?

Profession

Je désire recevoir une documentation sur le M.I.L.

Je désire soutenir financièrement les campagnes du MIL : 30 € / 50 € / 80 € / 120 € ou plus

Je souhaite adhérer au M.I.L. pour l'année

Cotisation de membre et abonnement au journal : 40 € / Cotisation couple : 40 € / Cotisation simple : 25 € / Cotisation chômeur : 10 €

Cotisation pour la carte de membre donateur : 80 € / Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 160 €

Je désire m'abonner à «Vigilance et Action» : simple 30 € / soutien : à partir de 160 €

Date

Signature

À renvoyer au M.I.L., BP 84, 92303 Levallois-Perret Cedex - Site Internet <http://www.lemil.org>

MIL : La droite civique, gaulliste et patriote

Conformément à l'article 27 de la Loi n°78-17 du 6/1/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elles contiennent sont à usage strictement interne. Elles font l'objet d'un traitement informatique et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par le Bureau National. En application des articles 39 et suivants de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent sur justification de votre identité.